



et



vous proposent **LE BAROMETRE**
en collaboration avec la



Le baromètre est un indicateur économique
qui vous informera sur **les tendances des TPE en France.**

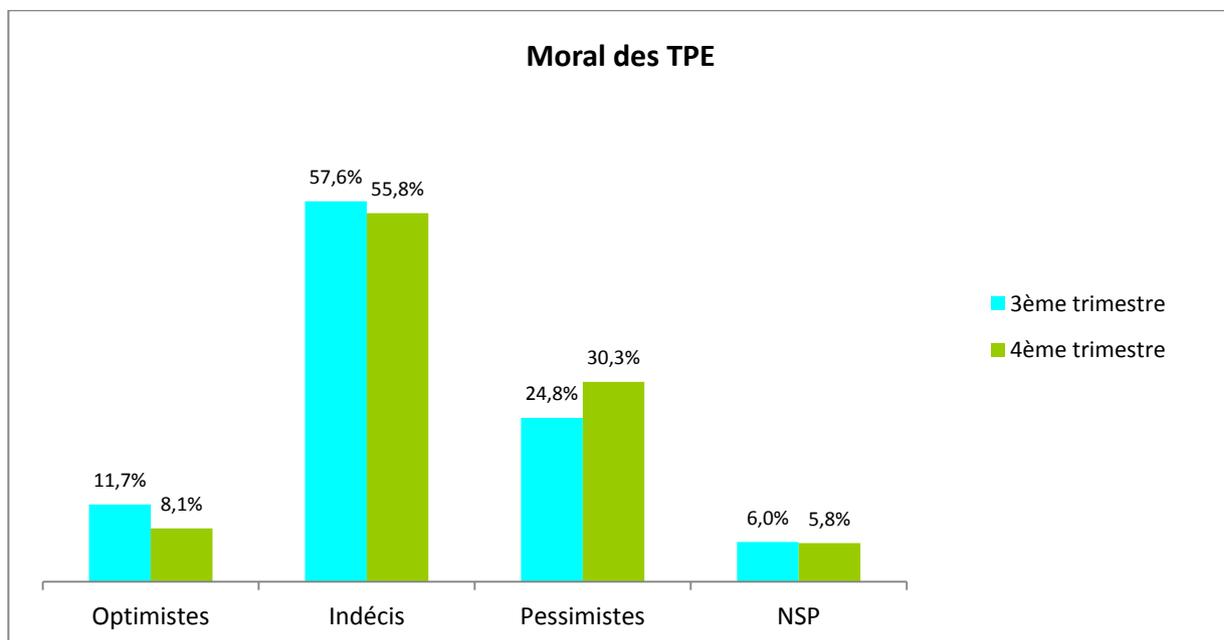
Il repose sur **des données nationales**
collectées trimestriellement.

Cet outil précieux ne peut fonctionner que
grâce à **votre participation volontaire,**
et nous comptons sur votre participation.

RESULTATS BAROMETRE 4^{ème} TRIMESTRE 2021

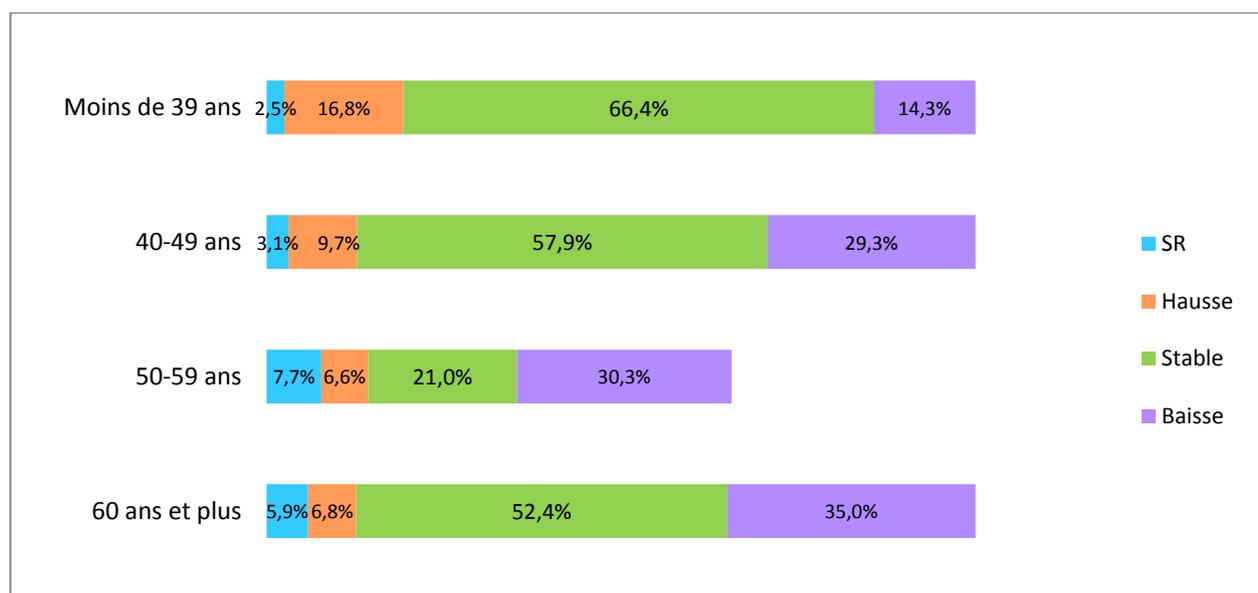
Partie récurrente

1 - Tendances sur l'activité de l'entreprise



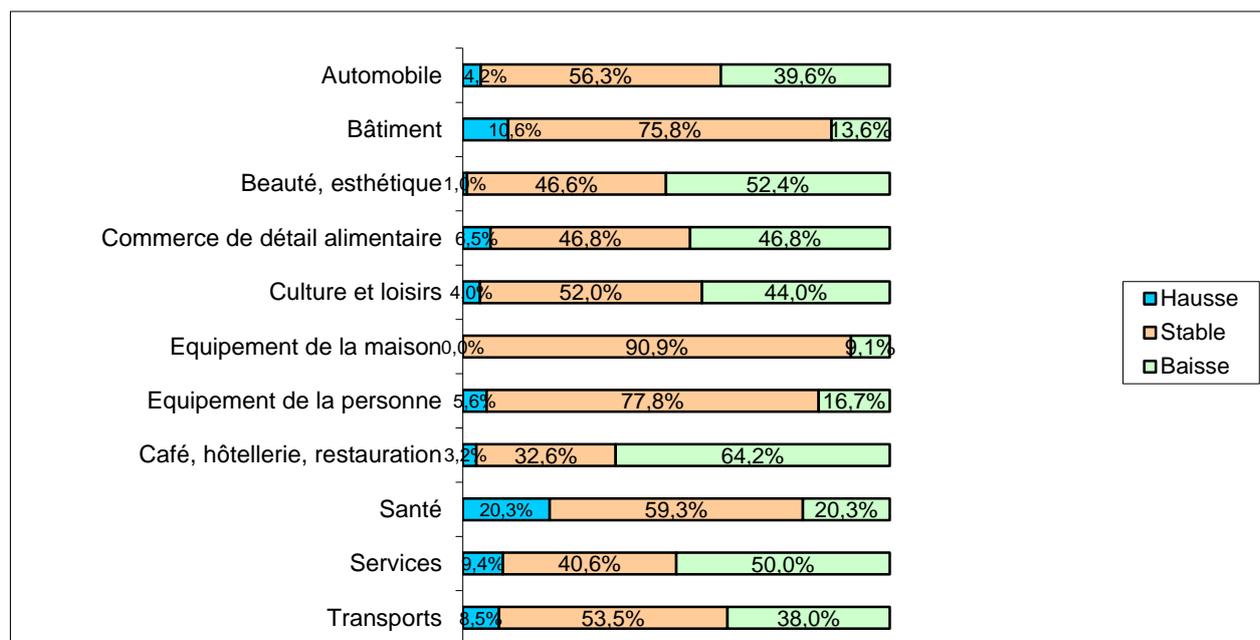
Pour ce quatrième trimestre 2021, le taux d'optimistes est en baisse sensible (8,1% vs 11,7%), le taux d'indécis varie légèrement (55,8% vs 57,6%) alors que le taux de pessimistes augmente (30,3% vs 24,8%).

Répartition par tranche d'âge de cette tendance



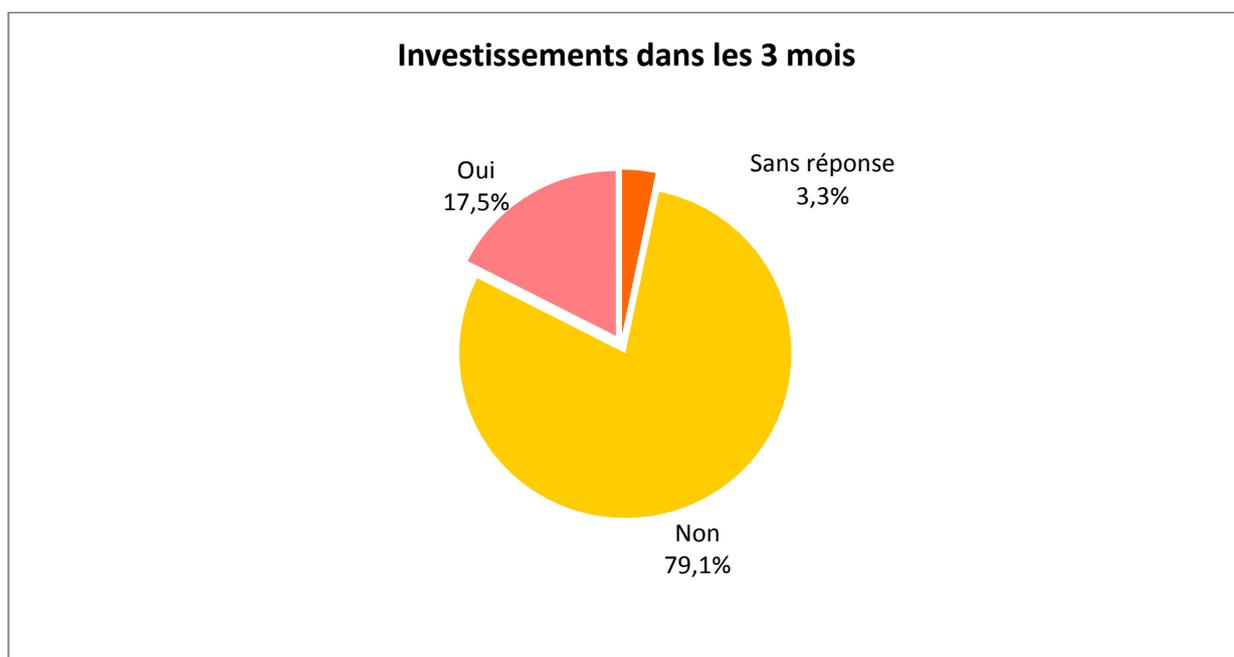
Ce trimestre, l'ensemble des dirigeants de TPE ayant moins de 50 ans prévoient une hausse de leur CA (de 9,7% à 16,8%) tandis que les plus de 50 ans sont plus pessimistes et prévoient une baisse de leur activité (30,3% et 35,0%).

Répartition par secteur de cette tendance

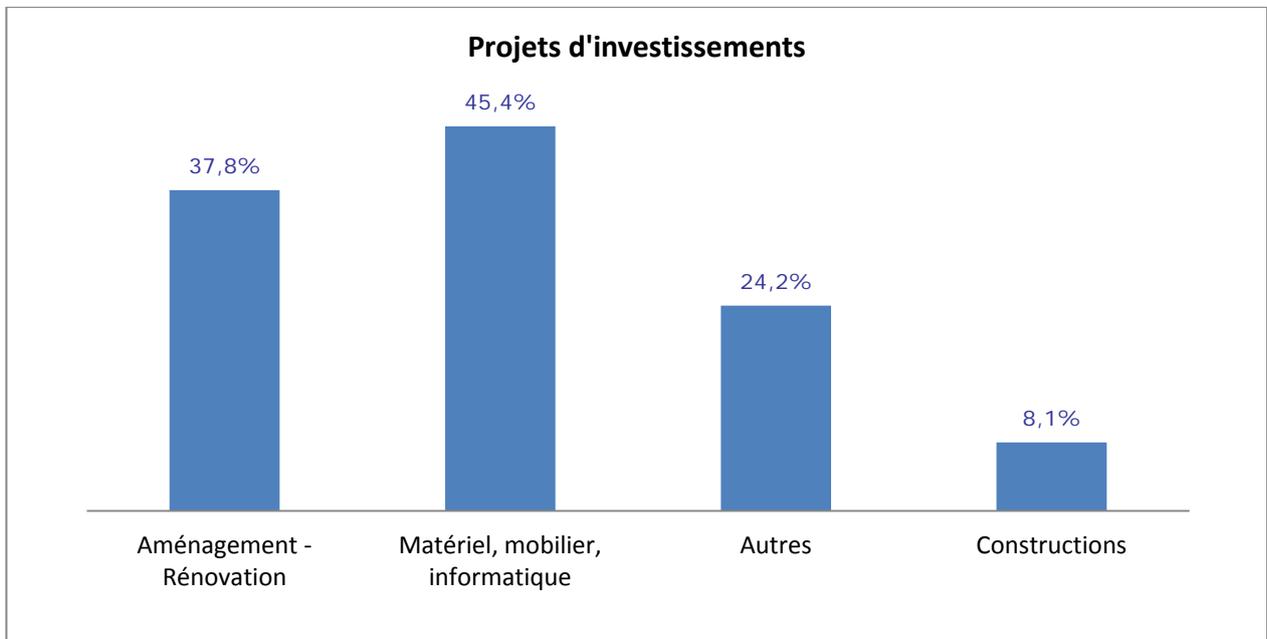


Les secteurs de la « Santé » (20,3%), du « bâtiment » (10,6%) et des « Services » (9,4%), sont les seuls à prévoir une hausse d'activité pour ce dernier trimestre 2021. Tous les autres secteurs prévoient une baisse d'activité, le secteur « Café Hôtel Restaurant » (64,2%), le secteur « Beauté Esthétique » (52,4%) suivis des secteurs « Services » (50,0%), et « Commerce de détail alimentaire » (46,8%), le secteur « Culture et Loisirs » (44%), les secteurs « Auto » (39,6%) et « Transports » (38,0%).

2 - Investissements

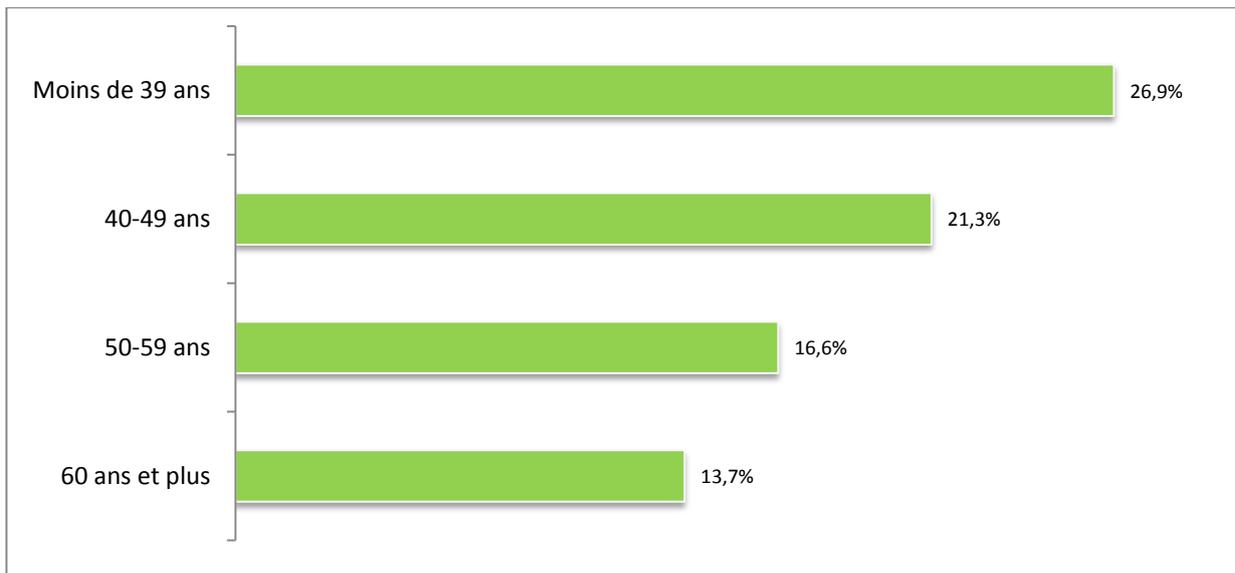


Les projets d'investissements restent stables et concernent que 17,5% des entreprises interrogées, contre 17,4% au trimestre précédent.

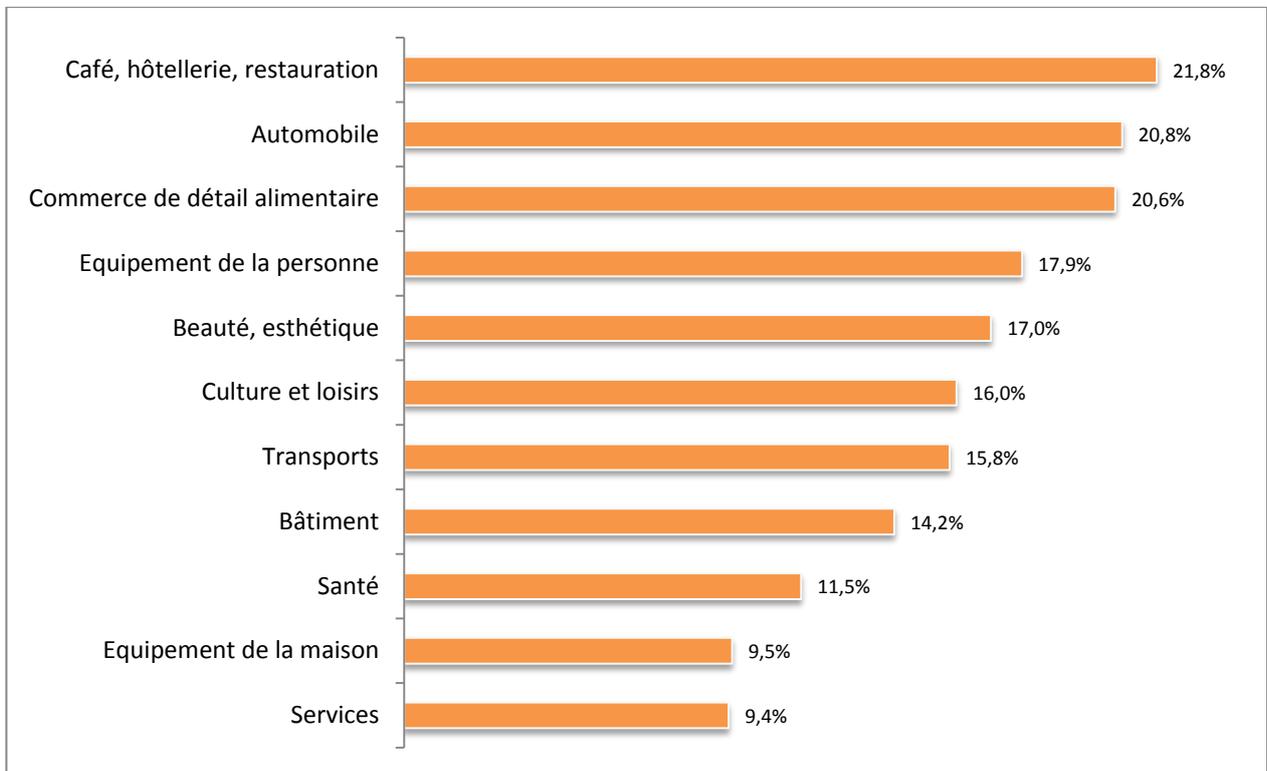


Le poste « Matériel, mobilier, informatique » (45,4%) est encore pour ce trimestre, le poste le plus concerné, suivi par le poste « Aménagements -Rénovation » (37,8%) et du poste « Autres investissements » (24,2%).

Profil des investisseurs



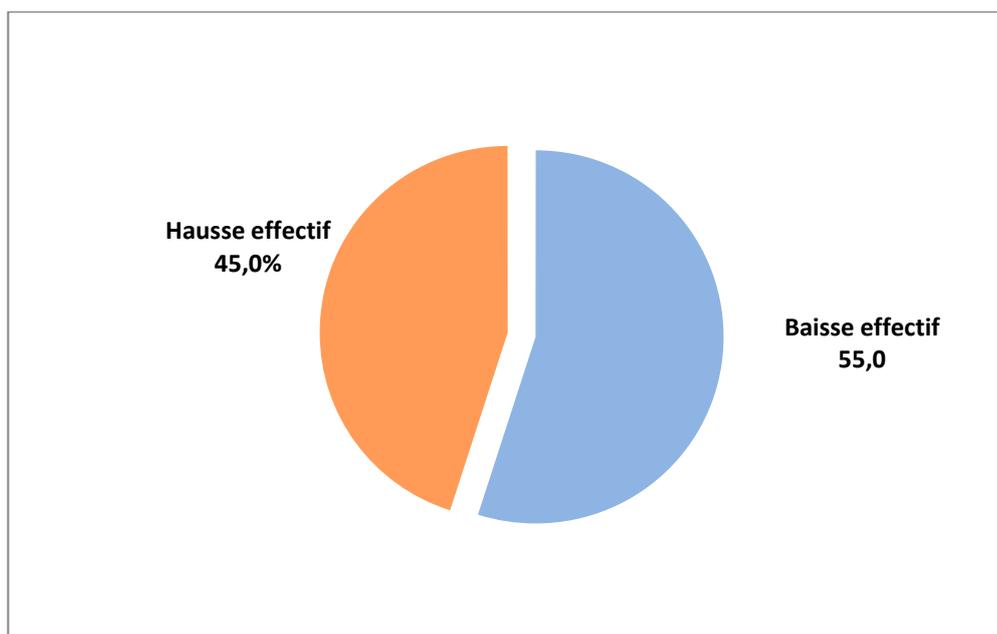
Les chefs d'entreprises qui investissent le plus ont moins de 50 ans et viennent principalement des secteurs « Café Hôtellerie restauration » pour 21,8 %, suivis des secteurs « Auto » (20,8%) et « Commerce de détail alimentaire » (20,6%) %. Les secteurs « Equipement de la maison » et « Services » arrivent en dernier avec respectivement (9,5%) et (9,4%).



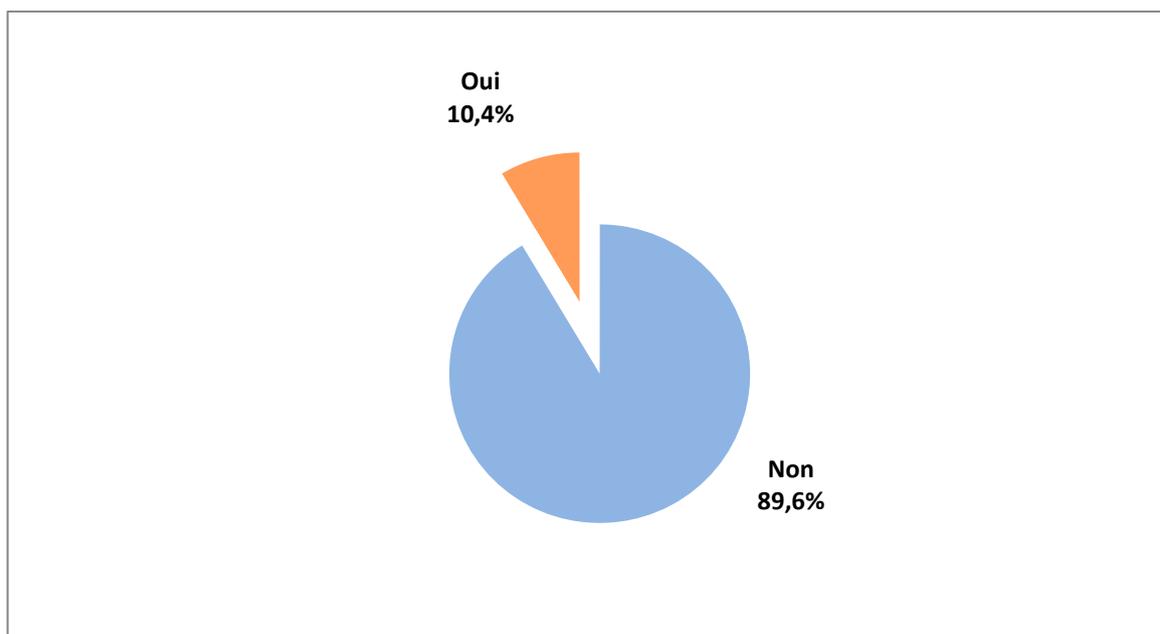
3 - Effectif actuel et variation d'effectif au cours des 3 derniers mois et des 3 prochains mois

L'effectif moyen actuel est de 1,2. Pour ce quatrième trimestre 2021, le secteur « Transports » est celui qui recense le plus d'effectif (45,4%) suivis des secteurs « Bâtiment » et « Café Hôtel Restaurant » qui affichent respectivement (13,3% et 7,9%). Le secteur « Equipement de la personne » arrive en dernier avec 0,7%.

Au cours des 3 derniers mois 45,0% des entreprises interrogées ont vu leur effectif varier à la hausse (en moyenne 0,70 personne) et 55,0 % à la baisse (en moyenne 1,83 personnes).

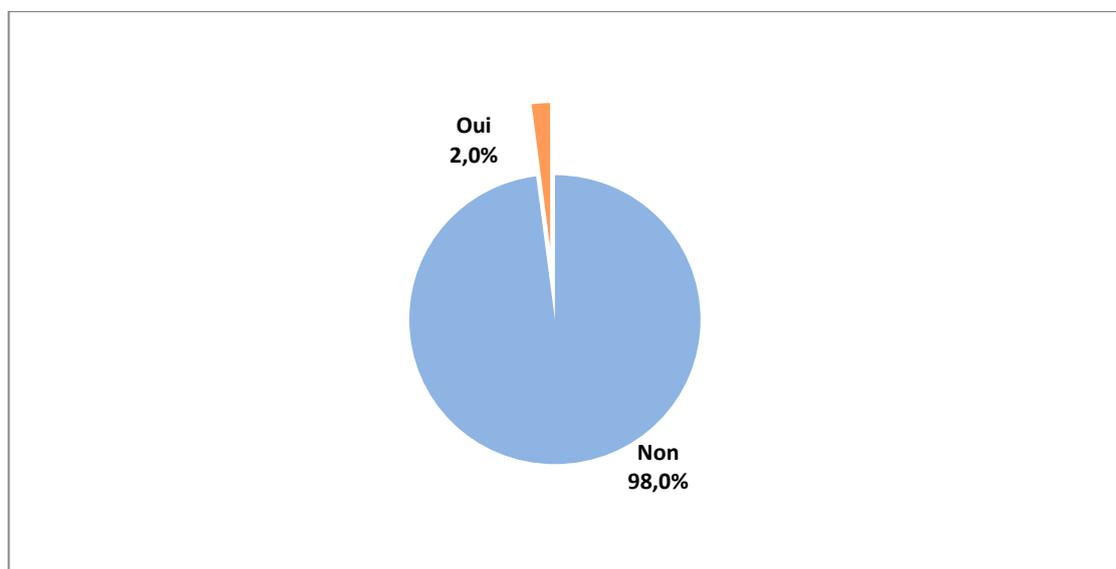


Prévision d'embauche dans les 3 prochains mois



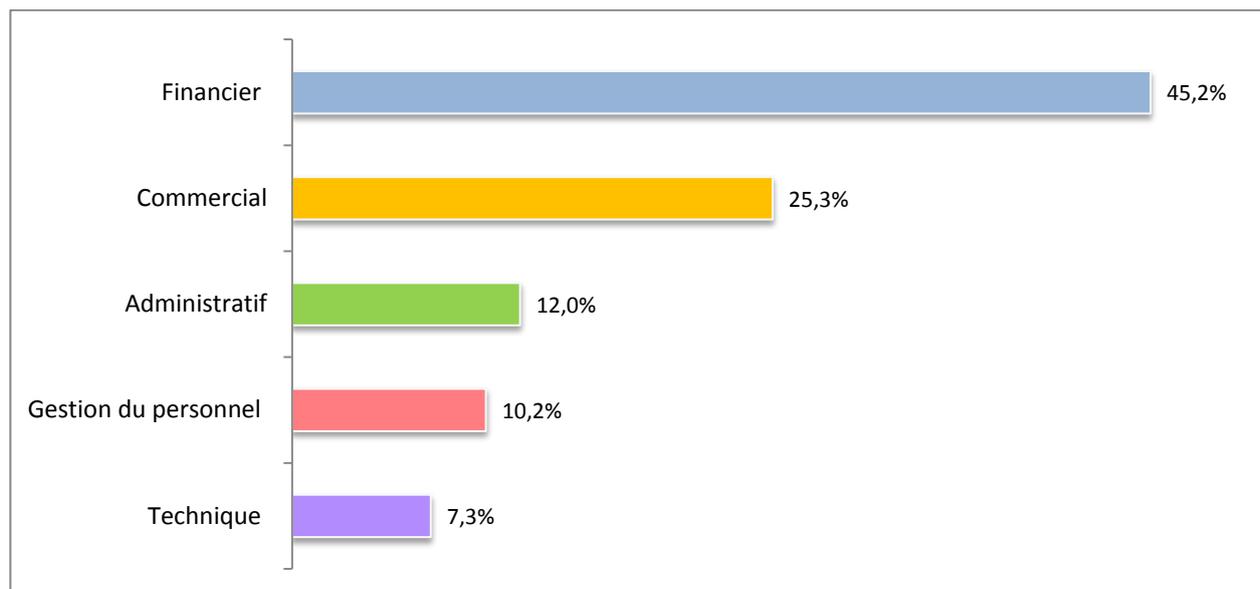
Au cours de ce quatrième trimestre 2021, 10,4% des entreprises interrogées souhaitent recruter, en moyenne 0,75 personne. Les secteurs les plus concernés sont le secteur « Santé » 32,1% et « Café Hôtellerie Restauration » 24,3% de la profession suivis des secteurs « Commerce de détail alimentaire » 20,0%, suivis du « Bâtiment » 10,2%.

Prévisions de Licenciement dans les 3 prochains mois



Ce trimestre encore 2,0 % des entreprises envisagent au moins un licenciement comme pour le trimestre précédent. Cela représenterait 1,4 poste supprimé. Les secteurs les plus concernés sont les secteurs « Café hôtel restaurant » et « Equipement de la personne » avec 4,9% et 3,6% suivis des secteurs « Bâtiment », « Equipement de la maison » et « Auto » avec respectivement 2,8% et 2,3% et 2,0%.

Préoccupations majeures dans la gestion de l'entreprise



Préoccupation par tranche d'âge

En cette période de crise, la gestion financière est ce qui préoccupe le plus les entreprises, principalement les moins de 50 ans (49,3%), le côté commercial est la préoccupation des plus de 60 ans (26,7%) (contre 39,4% le trimestre précédent).

4 - Relations avec les banques.

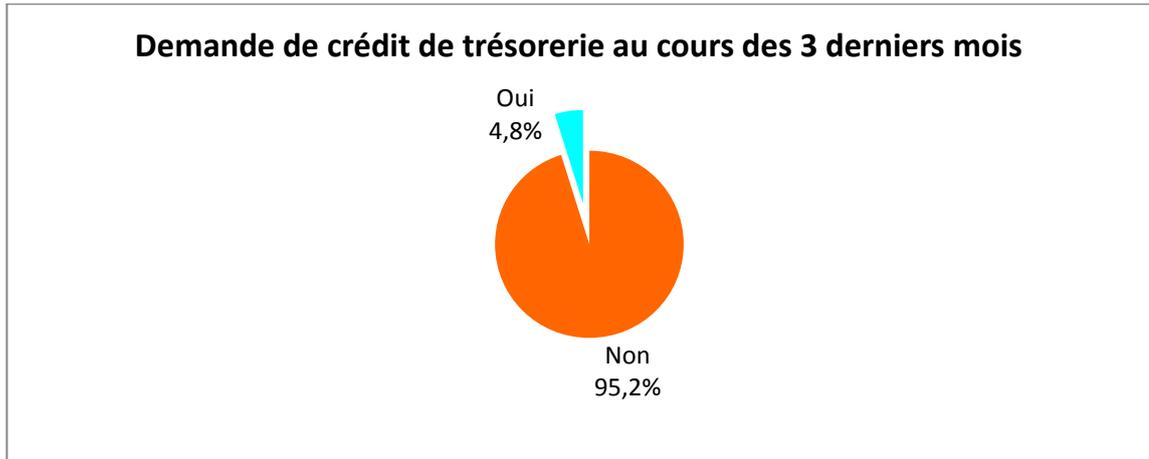
Rappel : La FCGA et la Banque de France mènent une enquête trimestrielle auprès d'entreprises sur leur accès au financement bancaire ; Environ 1800 TPE adhérentes ont répondu, 4000 PME et 500 ETI.

Ce quatrième trimestre 2021, les demandes de crédits d'investissement augmentent légèrement.

Les demandes de nouveaux crédits de trésorerie se stabilisent à un niveau bas, tandis que les demandes de nouveaux crédits d'investissement continuent d'augmenter. Ces demandes demeurent bien servies, avec des taux d'obtention élevés et en hausse pour les crédits de trésorerie.

Demande de crédit de trésorerie

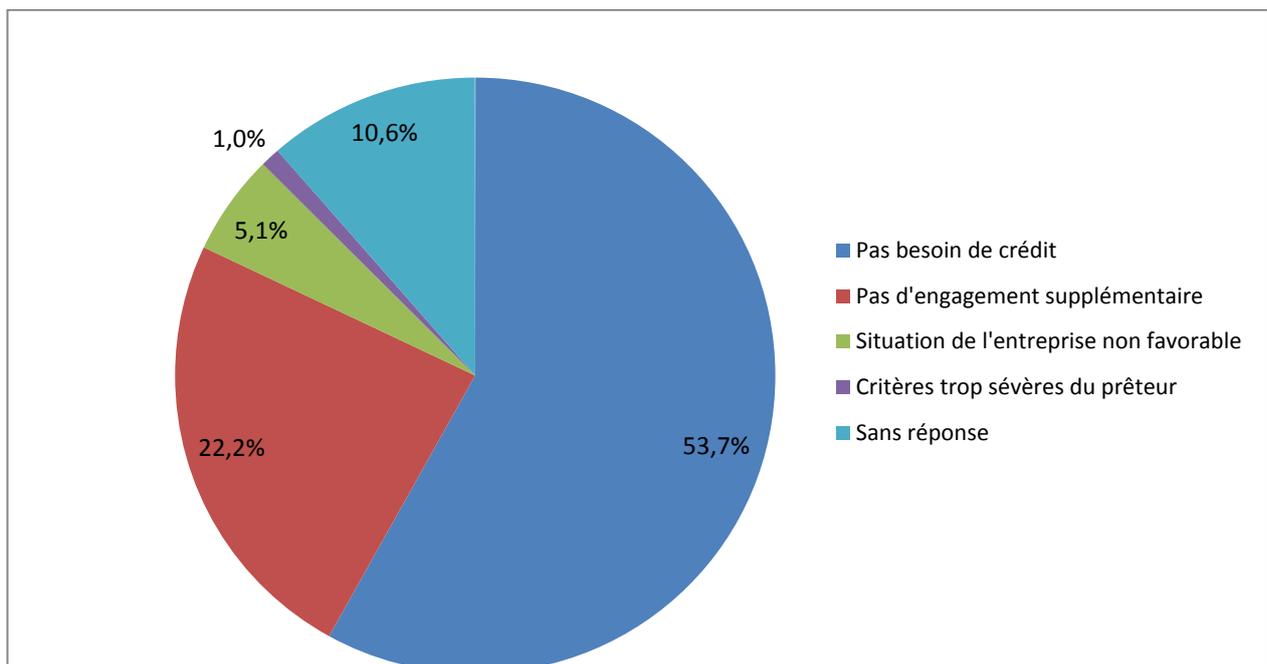
La demande de nouveaux crédits de trésorerie se stabilise à un niveau bas (4,8%).

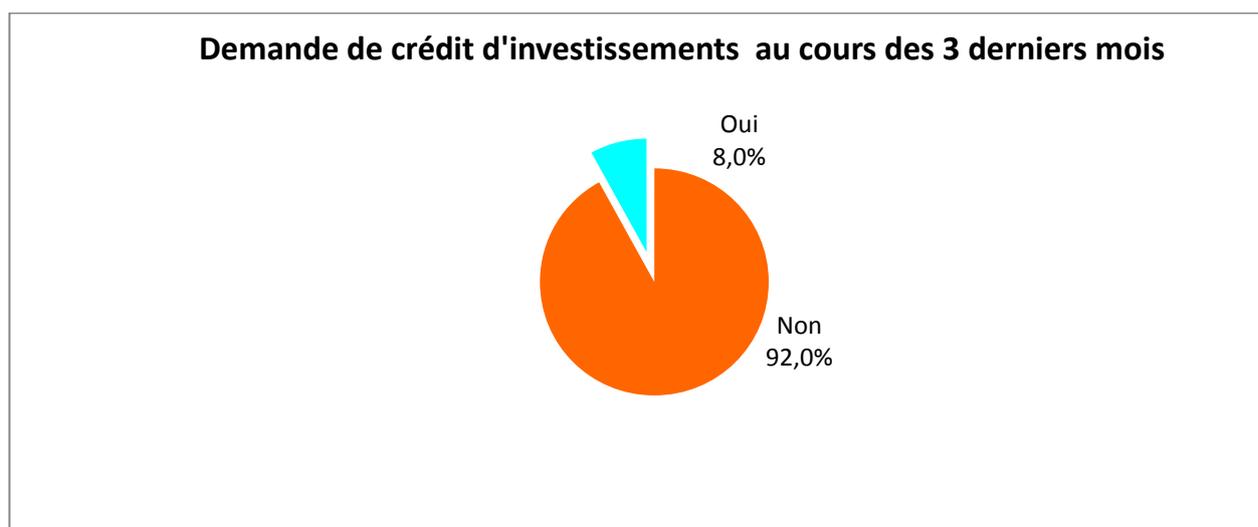


Comme pour le trimestre précédent, parmi ces entreprises 79 % ont obtenu un crédit de trésorerie à hauteur de 75% au moins du montant sollicité.

Raisons de l'absence de demande de crédit de trésorerie dans les TPE

La cause principale de l'absence de demande de crédit est l'absence de besoin (53,7% vs 54,3%). L'autocensure (au sens de la crainte d'un refus du banquier) est marginale 1,0%.



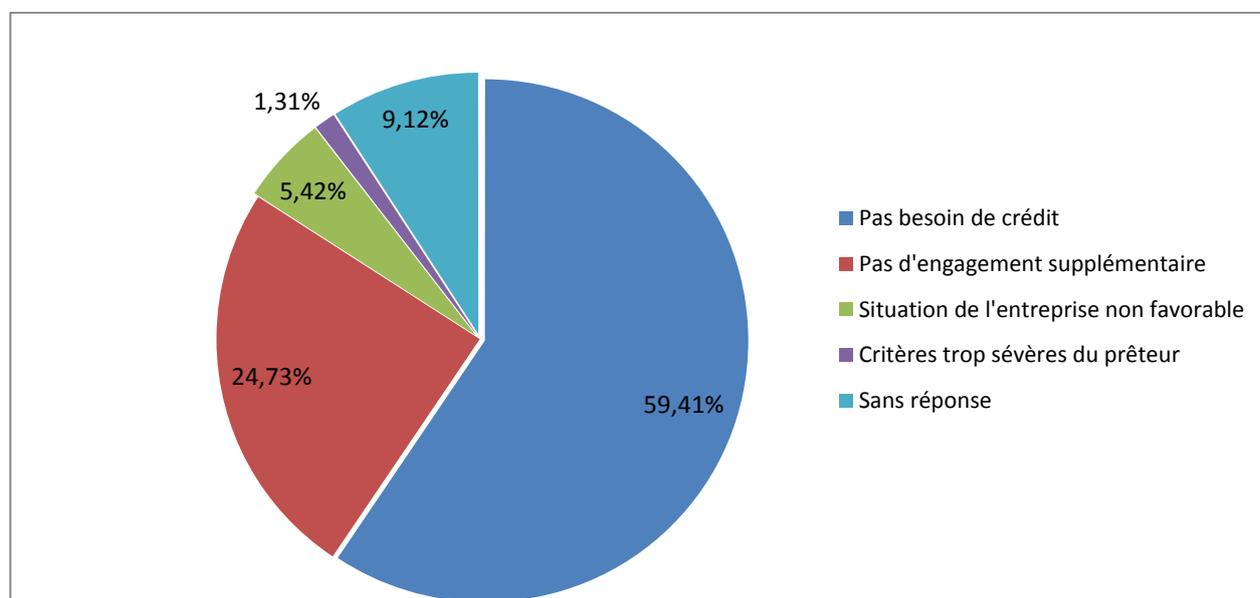


Ce trimestre, la demande de nouveaux crédits d'investissements est de (8,0%) par rapport au trimestre précédent (7,7%). Cette demande continue d'augmenter pour approcher les niveaux d'avant crise.

Parmi ces entreprises encore 87% ont obtenu un crédit d'investissements à hauteur de 75% au moins du montant sollicité.

S'agissant plus particulièrement des crédits d'équipement, 88% des entreprises interrogées indiquent obtenir satisfaction en totalité ou en grande partie.

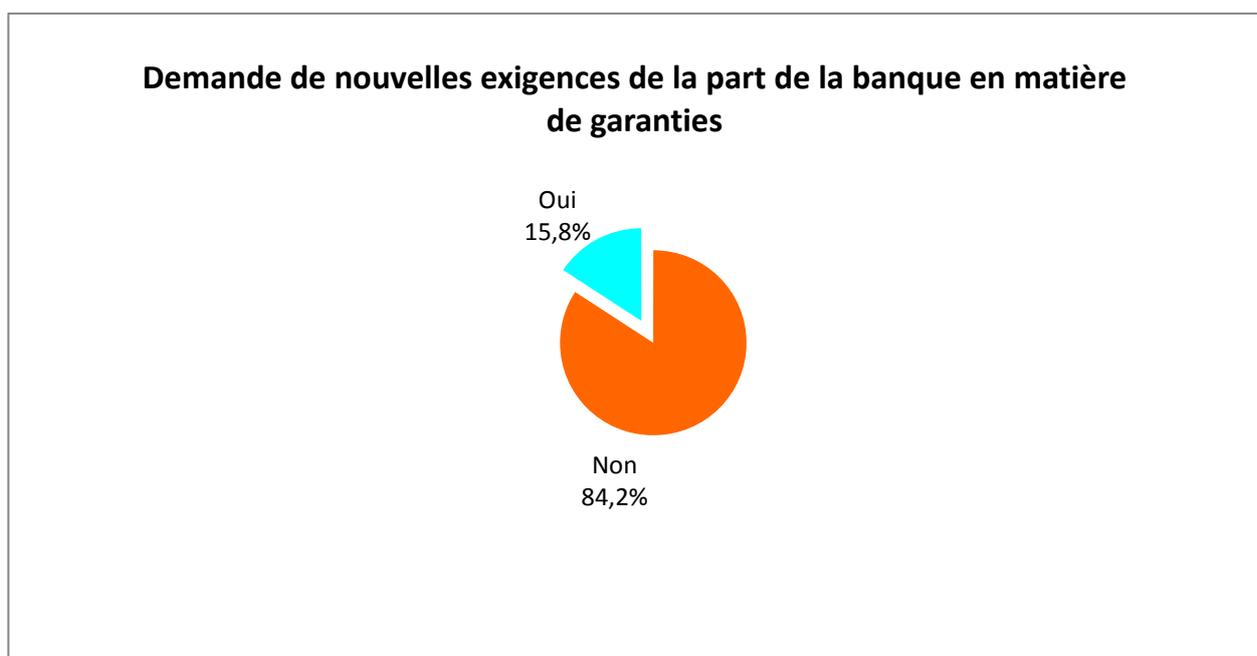
Raisons de l'absence de demande de crédit d'investissements dans les TPE



Comme pour le crédit de trésorerie, la cause principale de l'absence de demande de crédit d'investissements est l'absence de besoin (59,41%). L'autocensure (au sens de la crainte d'un refus du banquier) est marginale 1,31%.

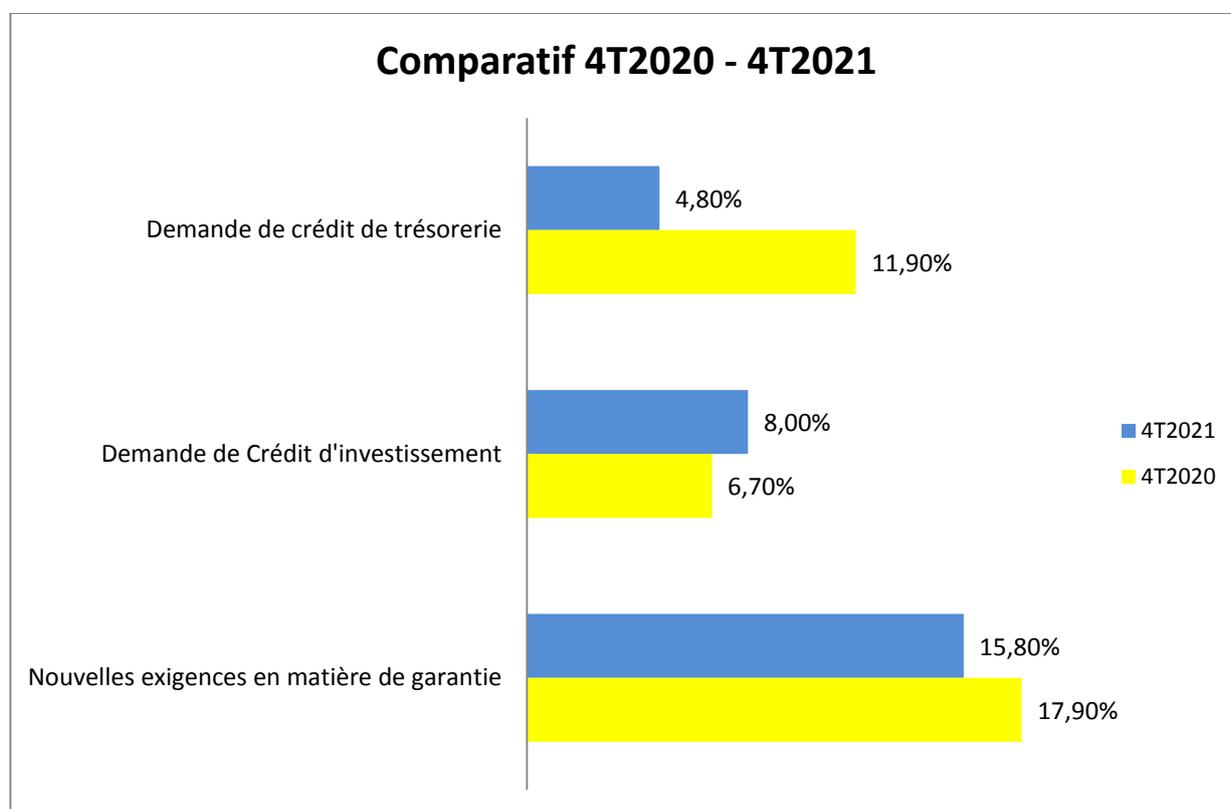
L'auto censure : Un comportement d'autocensure désigne une situation où une entreprise ne sollicite pas de nouveau crédit bancaire car elle anticipe un refus des banques.

Au cours du dernier trimestre, ce phénomène reste marginal. Moins de 2% des entreprises déclarent un comportement d'autocensure pour expliquer leur absence de demande de crédit de trésorerie ou d'investissement.



Pour ce trimestre 15,8% des TPE interrogées déclarent avoir été confrontées à de nouvelles exigences de leur banque en matière de garanties (16,5% au trimestre précédent).

Comparatif Résultats enquête 4T2020- 4T2021
Enquête liée à l'accès au crédit de trésorerie et d'investissement



Au 4^{ème} trimestre 2021 par rapport au 4^{ème} trimestre 2020, la demande des TPE est en baisse pour les crédits de trésorerie 4,8% vs 11,9%, la demande concernant les crédits d'investissements est légèrement supérieure 8,0% vs 6,70%. La demande de nouvelles exigences est 15,8% en 2021 contre 17,9% en 2020.

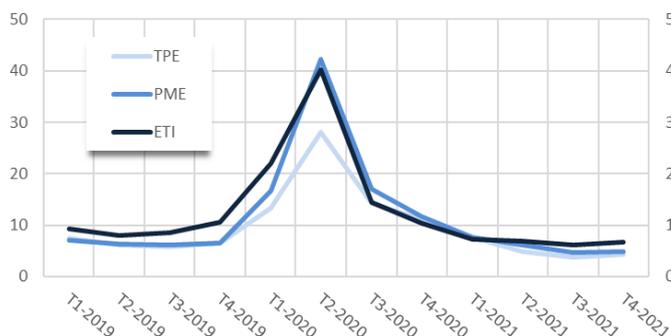
Enquête trimestrielle auprès des entreprises sur leur accès au crédit en France • 4^{ème} trimestre 2021

Les demandes de crédits d'investissement augmentent légèrement

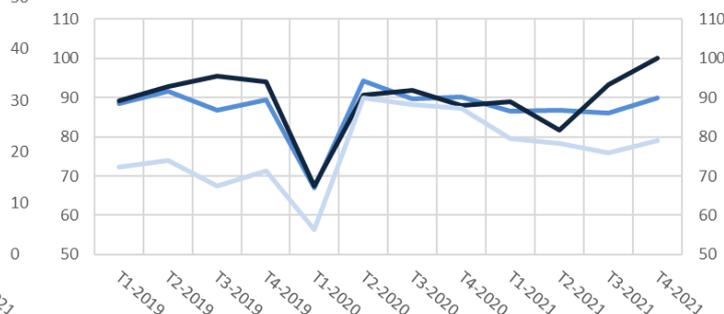
Les demandes de nouveaux crédits de trésorerie se stabilisent à un niveau bas, tandis que les demandes de nouveaux crédits d'investissement continuent d'augmenter. Ces demandes demeurent bien servies, avec des taux d'obtention élevés et en hausse pour les crédits de trésorerie.

La Banque de France mène une enquête trimestrielle auprès d'entreprises sur leur accès au financement bancaire ; environ 4 000 PME et 500 ETI ont répondu, ainsi que 2 500 TPE grâce à un partenariat avec la **Fédération des Centres de Gestion Agréés (FCGA)**. NB : seuls les crédits bancaires sont considérés ici ; les ETI ont aussi accès au marché des titres privés, ce qui leur offre des sources de financement supplémentaires non décrites par cette enquête.

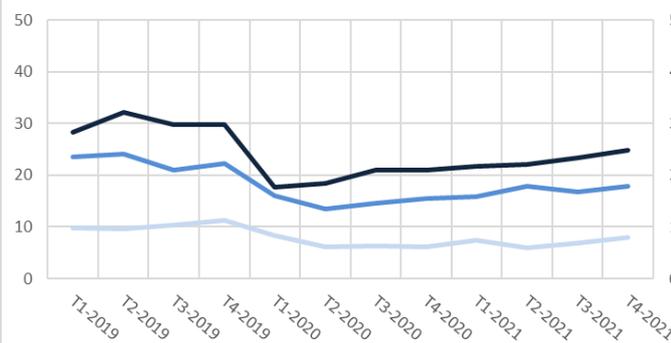
Demande de crédits de trésorerie en % des entreprises



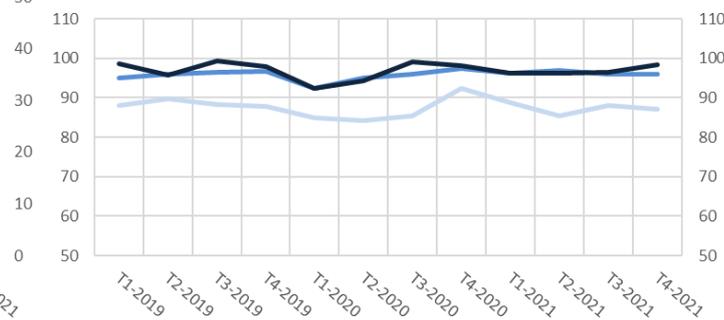
Obtention de crédits de trésorerie en % des entreprises ayant demandé ce type de crédit (en totalité ou à plus de 75%)



Demande de crédits d'investissement en % des entreprises



Obtention de crédits d'investissement en % des entreprises ayant demandé ce type de crédit (en totalité ou à plus de 75%)



Données non-corrigées des variations saisonnières, en % ; hors utilisation de lignes de crédit obtenues précédemment

Champ : Entreprises avec une autonomie de décision en matière de demande de crédit : TPE : 0 – 9 salariés ; PME = 10 – 249 salariés ; ETI = 250 – 4999 salariés

Nouveaux crédits de trésorerie

Au T4 2021, les demandes de **nouveaux crédits de trésorerie** se stabilisent à un niveau bas : 4 % des **TPE**, 5 % des **PME** ont fait une demande au cours des trois derniers mois. Parmi les **ETI**, 7 % ont fait une demande ce trimestre, soit un point de plus qu'au trimestre précédent. Les **taux d'obtention de ces nouveaux crédits en proportion des demandes** (en totalité ou à plus de 75 %) augmentent ce trimestre pour toutes les tailles d'entreprises, à 79 % pour les **TPE**, et à 90 % pour les **PME**. Le taux d'obtention pour les **ETI** est à interpréter avec prudence en raison de la faible taille de l'échantillon **ETI**.

Nouveaux crédits d'investissement

Les demandes de **nouveaux crédits d'investissement** continuent d'augmenter pour approcher les niveaux d'avant-crise, avec 8 % des **TPE**, 18 % des **PME** et 25 % des **ETI** ayant fait une demande. Les **taux d'obtention** restent élevés pour ces crédits, à 87 % de demandes satisfaites (en totalité ou à plus de 75%) pour les **TPE**, 96 % pour les **PME** et 98 % pour les **ETI**.



Compléments

1. Lignes de crédit

Pour leurs besoins d'exploitation, les **PME** et les **ETI** peuvent faire appel à leur banque pour obtenir, souvent en début d'année, des **lignes de crédit** leur donnant droit à tirage au cours de l'année.

La part des **PME** ayant demandé des **lignes de crédit** au cours des 12 derniers mois diminue d'un point et s'établit à 29 %. Parmi les **ETI**, 38 % ont effectué des demandes, contre 40 % au trimestre précédent. Ces demandes sont toujours largement satisfaites (en totalité ou à plus de 75%), dans 97 % des cas pour les **PME** et 99 % des cas pour les **ETI**.

45 % des **PME** ont mobilisé des **lignes de crédit** ce trimestre. Parmi les **ETI**, 50 % ont tiré sur leurs lignes de crédit.

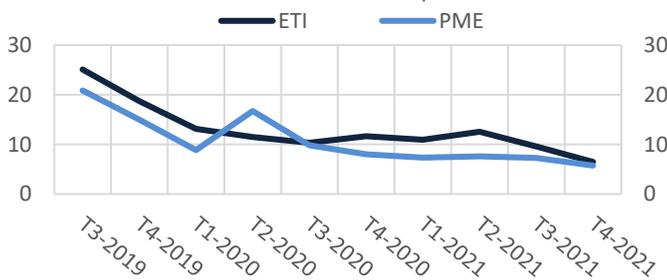
2. Obtention de nouveaux crédits d'équipement

Parmi les **crédits d'investissement**, les **crédits d'équipement** sont destinés à financer des immobilisations incorporelles ou corporelles, hors biens immobiliers.

Le **taux d'obtention** des **crédits d'équipement** (en totalité ou à plus de 75%) diminue légèrement pour les **TPE** à 88 % ainsi que pour les **PME** à 91 %. La diminution est plus marquée pour les **ETI**, avec 83 % de demandes satisfaites.

3. Evolution du coût du crédit

Solde des entreprises déclarant une baisse du coût du crédit en % des entreprises

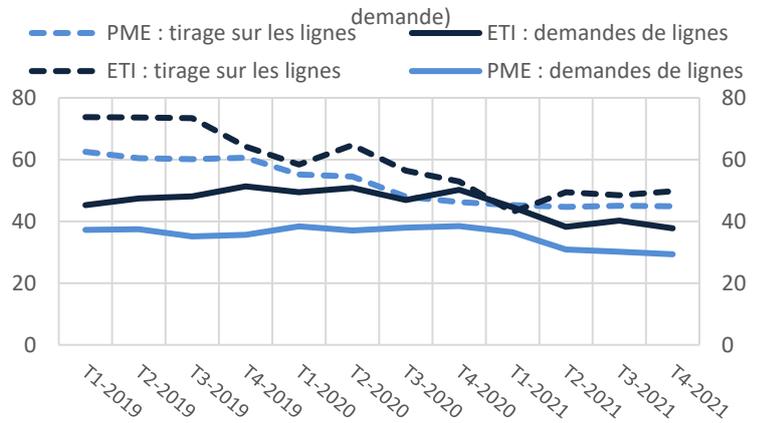


4. Autocensure

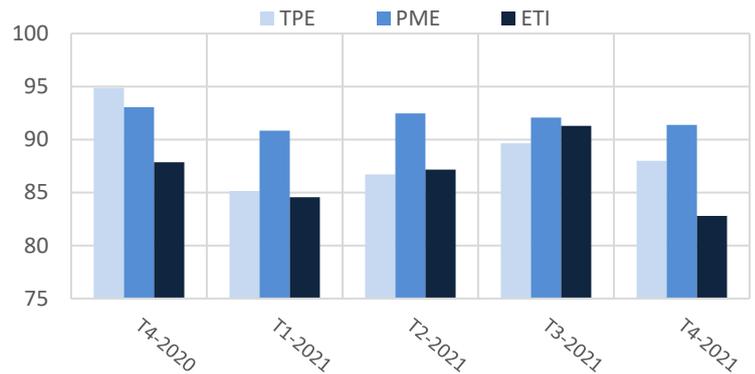
Un **comportement d'autocensure** désigne une situation où une entreprise ne sollicite pas de nouveau crédit bancaire car elle anticipe un refus des banques.

Au cours du dernier trimestre, ce phénomène reste marginal : **moins de 2 % des entreprises déclarent un comportement d'autocensure** pour expliquer leur absence de demande de crédit de trésorerie ou d'investissement.

Demandes de lignes de crédit (sur les 12 derniers mois, en % des entreprises) et tirage sur les lignes existantes (au cours des 3 derniers mois, en % des entreprises ayant fait une demande)



Proportion d'entreprises ayant obtenu des crédits d'équipements en totalité ou à plus de 75% (en % des entreprises ayant fait une demande)



Comme aux trimestres précédents, la proportion des **PME** et des **ETI** déclarant une baisse du coût du crédit demeure supérieure à celle des entreprises déclarant une hausse.

* Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant déclaré une baisse du coût du crédit et la proportion de répondants ayant déclaré une hausse du coût du crédit. Un solde d'opinion positif indique que davantage d'entreprises déclarent une baisse du coût du crédit qu'une hausse.

